



Déclaration liminaire au CSAL du 10 octobre 2024

Colmar le 10/10/2024

Monsieur le Président,

L'examen des risques recensés dans le cadre du DUERP nous laisse pantois !

Il s'agit d'un exercice rendu très difficile car contraint par les exigences préfectorales.

En effet, peu d'amélioration des conditions de travail peuvent y être apportées.

Les contraintes économiques très drastiques, les travaux de rénovation bâclés, sans aucune concertation avec les organisations syndicales ni les agents, qui ne tiennent aucunement compte des besoins humains et des métiers exercés.

En période de réchauffement et de dérèglement climatique, rien n'a été fait pour limiter les températures excessives dans les locaux, mettant en danger les agents.

C'est un vrai désastre et nous en sommes réduits à pratiquer un simulacre de DUERP.

SOLIDAIRES Finances Publiques dénonce avec force ce verrouillage total de la part de la préfecture, nous empêchant de mener efficacement des actions permettant d'améliorer les conditions de travail de nos collègues.

Ces conditions de travail se sont fortement dégradées dès l'installation dans des locaux ne répondant pas aux nécessités de services (absences de locaux courriers, absence de salles de convivialité dans les services, luminosité imposée souvent inadaptée avec impossibilité de réglage, ventilation bruyante souvent trop puissante, radiateurs montés à l'envers, infiltrations diverses et variées ...).

Ces cités administratives rénovées sont un véritable désastre !

Il est difficile de ne pas ressentir une profonde exaspération face à l'indifférence et la désinvolture de la préfecture. Cette attitude reflète un véritable manque de respect et constitue un déni à l'encontre du dialogue social.

A lecture des résultats de l'observatoire interne, une forte majorité d'agents sont pessimistes quant à leur avenir au sein de la DGFIP. Les changements sont trop rapides.

La charge de travail ne cesse d'augmenter. Les effectifs ne font que baisser !

Ce DUERP explique le manque d'attractivité de notre administration.